

— EXPRESSION REVENDICATIVE POPULAIRE —

ma voix doit
compter

VÉRITABLE

✓
le débat

on va
se le
FAIRE





SOMMAIRE

- **Introduction p. 3**
- **Salaire – pension p. 4**
- **Transition écologique p. 6**
- **Fiscalité p. 8**
- **Démocratie – citoyenneté p. 10**
- **Services publics p. 12**
- **Améliorez votre quotidien au travail p. 14**

MACRON VERROUILLE LE DÉBAT, LA CGT VOUS DONNE LA PAROLE !

La prose du président des riches est en train d'arriver. 5 pages et 32 questions insipides plus tard, le message est clair: je vous ai écoutés mais ne comptez pas sur moi pour vous entendre. Pas de rétablissement de l'ISF, rien sur le pouvoir d'achat, les salaires, les pensions et minima sociaux. Bref, rien sur les légitimes revendications qui font s'exprimer la colère depuis des mois, qu'elles soient portées par la CGT ou par le mouvement des gilets jaunes.

Macron persiste et signe: il a un programme et il l'appliquera. Et le « grand débat national », il en fixe le cadre et les limites, avec un cap: continuer à réduire la dépense publique et les services publics, ne pas revenir sur l'imposition des plus riches, ni mettre à contribution les entreprises... Bref, garder le cap de l'austérité sans s'attaquer à l'argent et ceux qui le possèdent. L'exigence de justice sociale et fiscale exprimée fortement dans

le pays est donc exclue de cette piteuse tentative d'enfumage.

La CGT refuse de participer à toute réunion nationale sur ce contenu après avoir réaffirmé et fait connaître ses exigences sur la nécessaire revalorisation du Smic, des salaires, pensions et minima sociaux, sur le rétablissement de l'ISF et une fiscalité plus juste incluant la baisse de la TVA sur les produits de première nécessité, entre autres.

La CGT affirme, en revanche, que le véritable débat, on va se le faire, sur l'ensemble du territoire et en appui des luttes qui se développent. La voix des salariés, retraités, précaires, privés d'emploi, jeunes, doit et va compter et, Macron comme le Medef devront entendre nos revendications sur les salaires et pensions, la fiscalité, les services publics, notre quotidien au travail, la transition écologique, la démocratie et la citoyenneté.

La CGT met ce cahier d'expression revendicative populaire à la disposition de toutes celles et tous ceux qui souhaitent faire entendre leur voix. Il est à remettre à un militant CGT de votre connaissance.



SALAIRE – PENSION – PROTECTION SOCIALE – FORMATION

Nous voulons vivre de notre travail. C'est la phrase la plus entendue durant ces derniers mois. Il est essentiel d'augmenter les salaires bruts et les pensions. L'argent existe, les entreprises du CAC 40 ont réalisé 93 milliards d'euros de bénéfices en 2017 (57 milliards ont été distribués à leurs actionnaires), ils pourraient dépasser 100 milliards en 2018. Pourtant, ce sont elles qui bénéficient le plus des aides et exonérations de l'État payées par nos impôts.

- augmenter le Smic à 1800 € brut;
- revaloriser les grilles de salaire et augmenter le point d'indice de la fonction publique;
- obtenir l'égalité salariale entre les femmes et les hommes;
- droit à la retraite à 60 ans avec un taux de remplacement au minimum 75 % et en aucun cas inférieur à 1200 € net;
- augmentation de tous les minima sociaux et des indemnités chômage;
- reconquérir une Sécurité sociale du XXI^e siècle, couvrant l'ensemble des besoins.



TRANSITION ÉCOLOGIQUE

**Industrie – transport – logement –
contrôle des aides publiques**

Le capital, sa financiarisation et la marchandisation de l'économie, sont les causes de la crise. C'est pour servir ses intérêts que le travail et l'environnement sont mis sous sa coupe. Pour la CGT, la transition écologique passe par une vraie réflexion sur l'industrie, les transports, le logement et l'instauration du contrôle des aides publiques.

[illegible]

LES PROPOSITIONS DE LA CGT

- assurer un accès universel aux biens et services publics mondiaux, notamment l'eau;
- l'accès pour toutes et tous à un logement sans discrimination de nationalité ou de situation sociale;
- un développement et une amélioration des transports collectifs sur tout le territoire dans une approche multimodale et complémentaire des modes de transport, en respectant des critères sociaux et environnementaux;
- développer une politique industrielle cohérente conjuguant les enjeux sociaux et environnementaux;
- engager la réindustrialisation locale en réhabilitant une politique industrielle capable de favoriser les circuits courts;
- contrôler et évaluer les aides publiques et demander leur restitution si leur efficacité n'est pas démontrée.



3



FISCALITÉ

Justice fiscale

La fiscalité est un puissant moyen de financement des investissements de long terme, de réponse aux besoins sociaux et économiques et de réduction des inégalités, à condition que l'effort soit justement réparti.

Lorsque nous devons nous acquitter d'une taxe, cela a tendance à ne pas vraiment nous réjouir. Et pourtant, bien que désigné comme notre ennemi à abattre, est-ce que l'impôt ne serait pas en réalité notre plus fidèle allié? À quoi ressemblerait notre quotidien, notre société sans lui? Sa suppression profiterait aux plus riches ou aux plus humbles?

[illegible]

- rétablir l'impôt sur la fortune;
- redonner à l'impôt sur le revenu toute sa place en l'élargissant à tous les revenus financiers et du patrimoine, en lui redonnant une plus grande progressivité, en augmentant le nombre de tranches et le taux d'imposition des tranches supérieures;
- réduire les taux de TVA, impôt injuste payé par tous, notamment sur les produits de première nécessité;
- faire de l'impôt sur les sociétés un outil tourné vers l'efficacité économique;
- réformer la fiscalité locale afin de diminuer les charges des ménages à faible revenu, réduire les inégalités territoriales et rendre les entreprises responsables par rapport au territoire;
- coordonner la fiscalité en Europe, concernant l'impôt sur les sociétés, ainsi que l'imposition des revenus financiers;
- lutter contre les paradis fiscaux et l'évasion fiscale.



DÉMOCRATIE – CITOYENNETÉ

Droit du travail – droit d'intervention dans l'entreprise

Nous ne pouvons pas être citoyen dans la cité et nous taire au boulot. Le renouveau de la démocratie au travail (part la plus importante de notre vie) passe par le sens, l'utilité de notre travail et la modification de son organisation pour pouvoir bien travailler.

[illegible]

- droit d'expressions et d'interventions pour tous les salariés quelle que soit la taille de l'entreprise;
- droit et liberté de se syndiquer, revendiquer et négocier pour tous les salariés sans discrimination;
- droit à l'information, la communication et la culture.



SERVICES PUBLICS

**Proximité – solidarité –
innovation – mission**

Parce que leur raison d'être est la satisfaction de l'intérêt général, la promotion du « bien commun », et la recherche du progrès social permanent, les Services Publics sont la colonne vertébrale de l'intervention publique. Ils doivent d'abord répondre mieux aux attentes et besoins des populations et donc à l'intérêt général. Ils sont les outils de la solidarité, de la citoyenneté et de la cohésion sociale.

- réappropriation publique des biens et de la gestion publics;
- participation des usagers à la définition et à l'évaluation des services publics;
- garantie d'un accès de proximité aux services publics, en temps et en distance;
- doter les services publics du personnel et des moyens nécessaires pour un service de qualité;
- préserver les personnels de toutes pressions partisans;
- redéfinir les missions du conseil national des services publics et les faire vivre.



AMÉLIORATION DU QUOTIDIEN DE TRAVAIL

Temps de travail

La crise que nous traversons est la conséquence d'une insécurité sociale grandissante. Difficile de se projeter vers un avenir assuré. Pourquoi ne pas imaginer l'instauration d'une « sécurité sociale professionnelle » qui gommerait toutes les aspérités de nos parcours (chômage, mobilité professionnelle, formation...)? Pourquoi ne pas réfléchir à des droits attachés à la personne et transférables d'une entreprise à l'autre?

- transformer le travail pour s'y épanouir, s'y impliquer et améliorer les conditions de travail;
- réduire le temps de travail;
- des droits attachés à la personne, transférables et cumulables permettant une évolution de carrière quelle que soit l'entreprise;
- une sécurité sociale professionnelle complémentaire de la sécurité sociale de santé permettant de ne plus passer par la case chômage entre deux emplois;
- améliorer et renforcer immédiatement l'ensemble des garanties collectives.

— URGENCE SOCIALE —

ma voix doit compter

service public

SALAIRES

ÉGALITÉ
PROFESSIONNELLE

PENSIONS

PROTECTION
SOCIALE

emploi

retraite



— SIGNEZ LA PÉTITION — cgt.fr

